

# Scandale Facebook: les données de 2,7 millions d'Européens ont pu être concernées

[Le Vif](#)

06/04/18 à 13:59 - Mise à jour à 13:59

Source: Afp

Les données personnelles de "jusqu'à 2,7 millions" d'utilisateurs européens de Facebook ont pu être transmises de "manière inappropriée" à la firme britannique Cambridge Analytica (CA), a annoncé vendredi la Commission européenne, citant un chiffre que lui a communiqué le réseau social.



© Reuters

Cette évaluation concernant l'Europe est à rapporter au nombre total de 87 millions d'utilisateurs de Facebook potentiellement touchés dans le monde, révélé mercredi par le patron du réseau social, Mark Zuckerberg.

Dans un courrier, "Facebook nous a confirmé que les données personnelles de jusqu'à 2,7 millions d'Européens, ou de personnes résidant dans l'UE pour être plus précis, pourraient avoir été transmises à Cambridge Analytica de manière inappropriée", a indiqué un porte-parole de l'exécutif européen, Christian Wigand.

Le courrier en question était une réponse à la Commission, qui avait demandé la semaine dernière au réseau social de lui fournir rapidement des explications sur le scandale lié à la société Cambridge Analytica (CA).

Facebook explique dans sa lettre "les mesures qui ont été prises depuis", a indiqué M. Wigand, ajoutant que l'exécutif européen allait "étudier dans le détail" la réponse du réseau social.

"Mais il apparaît déjà que d'autres discussions seront nécessaires", a-t-il ajouté, précisant qu'il y aurait un "appel téléphonique en début de semaine prochaine" entre la Commissaire européenne chargée de la Justice, Vera Jourova, et la numéro 2 de Facebook, Sheryl Sandberg.

La firme d'analyses de données CA, qui a notamment travaillé pour la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016, avait récupéré les données personnelles d'utilisateurs de Facebook à leur insu via une application de tests psychologiques.

A l'époque, le système permettait à des applications tierces d'accéder non seulement aux données des usagers ayant utilisé l'application mais aussi à celles de leurs amis, expliquant le nombre très élevé de personnes potentiellement concernées.

CA, qui réfute les chiffres communiqués par Facebook, assure de son côté ne pas avoir utilisé les données récupérées dans le cadre de la campagne de M. Trump et affirme les avoir effacées lorsque Facebook l'avait informée du fait qu'elles avaient été transmises sans autorisation.

Sous le feu des critiques, Mark Zuckerberg s'est engagé dans une contre-offensive politique et médiatique pour convaincre les utilisateurs de Facebook et les pouvoirs publics que sa société avait pris conscience de sa responsabilité.

Il a annoncé une série de mesures, correspondant en partie à un alignement avec une nouvelle législation européenne qui doit entrer en vigueur le 25 mai dans l'UE, le Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD).

Cette législation imposera notamment à toutes les entreprises d'obtenir "le consentement explicite" des clients si elle veut transmettre leurs données personnelles à une tierce partie ou si elle veut en faire un usage autre que celui initialement prévu.

Il y aura aussi "obligation pour celui qui utilise les données d'informer rapidement le consommateur d'une possible violation de la confidentialité, en exactement 72 heures", a détaillé M. Wigand, le porte-parole de la Commission européenne.

En cas de violation des règles, "il y aura un pouvoir de sanction renforcé pour les autorités de protection des données", a-t-il ajouté, précisant que les sanctions pourraient atteindre "jusqu'à 4% du chiffre d'affaires international de l'entreprise concernée".